

CHEMINOTS

La grève a atteint ses objectifs

La crise qui paralyse la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF) est définitivement réglée.

Le point de discorde ayant opposé l'employeur au syndicat d'entreprise et relatif aux revendications des conducteurs a connu une suite favorable. L'accord entre les deux parties a été scellé, hier, en fin d'après-midi.

Abder Bettache - Alger

(Le Soir) - Malgré l'accord conclu avant-hier entre la direction générale de la SNTF et les représentants syndicaux de la fédération, en présence des envoyés spéciaux du secrétaire général de l'UGTA, dont le secrétaire national chargé des conflits sociaux, Achour Telli, le trafic ferroviaire était toujours paralysé. A l'origine de cette nouvelle donne, le refus des conducteurs de reprendre le travail, «tant que nos revendications ne sont pas prises en considération».

Il a fallu, donc, un énième round de négociation pour que les différentes parties tombent d'accord et désamorcent la crise qui secoue la SNTF depuis trois jours. Une crise qui a notamment paralysé ses activités dans la région centre du pays.

Pour rappel, la réunion de négociation qui s'est tenue tard, dans la soirée de dimanche dernier a été

conclue par la satisfaction de la quasi-totalité des points contenus dans la plate-forme de revendications transmise à la direction générale de la SNTF.

En effet, dans le document, dont le *Soir d'Algérie* a obtenu une copie, il est indiqué qu'«après examen de la plate-forme de revendications présentée par le partenaire social, il a été retenu «la mise en application du mode de calcul du déroulement de carrière de l'ensemble des cheminots sur la base de deux années par échelon, calculé à partir de l'année 2000, de la mise en application du mode de calcul de l'avancement à partir du dernier grade acquis avant l'année 2000 sur la même base, soit deux années par échelon et, enfin, la mise en application des propositions de réaménagement du régime indemnitaire comprenant huit points, dont l'IEP, le panier, la prime de traction, la prime



Les cheminots mettent un terme à leur grève.

de risque, le taux du bon de manœuvre, le point indiciaire du calcul de la PRK et de l'IDRP». La délégation de l'UGTA, conduite par son secrétaire national chargé des conflits sociaux Telli Achour, et du conseiller du S.G. M. Saïd Hadid, en compagnie des cadres fédéraux de la fédération de la SNTF, a tenté durant six heures de convaincre l'employeur, représenté en la circonstance par le directeur géné-

ral, son DRH et le directeur de la DRF d'Alger, de «la légitimité des revendications des cheminots».

Il a fallu des «interventions extérieures», dit-on, pour que la direction générale de la SNTF lâche du lest et donne suite aux revendications des travailleurs du rail.

Pour rappel, les syndicalistes dénoncent, entre autres, le système d'attribution des échelons, qualifié de «défaillant» et les

«flagrantes inégalités salariales entre les travailleurs».

L'attribution des échelons et la grille des salaires, négociée en mai 2010 mais suivie d'une mauvaise application, selon les syndicalistes, ont constitué également la pomme de discorde. «Ces défaillances ont eu des conséquences négatives sur la carrière des cheminots, entre autres, deux ans pour passer d'un échelon à un

autre.» La direction générale de la SNTF a été destinataire d'une plate-forme de revendications, dont l'augmentation des primes de panier et de déplacement pour le personnel roulant, les indemnités du régime particulier (IDRP), les indemnités de l'expérience professionnelle (IEP), ainsi que la révision et le déroulement de la carrière. Du côté de l'employeur, on indique que «la balle est dans le camp des syndicalistes».

Noureddine Dakhli, directeur des ressources humaines, dira à cet effet : «Nous avons tenté de raisonner les cheminots pour ne pas priver les citoyens de ce moyen de transport très prisé, notamment par les habitants des banlieues algéroises ainsi que ceux des autres wilayas du pays, mais en vain.»

Pour ce même responsable, «le problème est d'ordre organisationnel». «Nous avons proposé une solution alternative qui sera mise en application graduellement et qui touchera, d'ici peu, l'ensemble des cheminots, mais les syndicalistes ont campé sur leurs positions», a-t-il indiqué.

A. B.

Les transporteurs s'inquiètent de la non-installation du Conseil national de transport routier

L'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) a accueilli avec «soulagement» les engagements du ministère des Transports pris à l'issue de la toute dernière réunion de travail tenue hier avec les représentants des opérateurs du secteur, l'Union nationale des transporteurs (Unat) et l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) en plus de ceux de l'ONAT, où les transporteurs ont évoqué un nombre de «problèmes» à régler.

La même organisation, ayant réagi à travers un communiqué de presse, a néanmoins affiché des «inquiétudes» quant aux «conséquences du retard accusé par le ministère des Transports dans la mise en exécution des plans de transport et la révision des tarifs».

Des prix qui n'ont plus été revus depuis 1996, selon la même source. Autre réclamation, ajoutent les rédacteurs du communiqué, l'«installation du Conseil national de transport routier et des comités de coordination des wilayas».

L. H.

POUR EXIGER UNE MEILLEURE SITUATION SOCIALE

Sit-in des non-voyants à Alger

Un groupe de non-voyants a organisé mardi un sit-in à la place de la Grande-Poste (Alger) pour revendiquer l'amélioration de leur situation sociale.

Les non-voyants ont demandé, dans une lettre ouverte au président de la République, la promulgation de textes d'application relatifs à la loi 02-09 de 2002 portant protection et promotion des personnes handicapées.

Ce groupe indépendant créé récemment a indiqué que l'administration algérienne n'accorde pas tout l'intérêt à ce «handicap lourd», et considère les non-voyants comme des personnes normales au regard de leurs capacités en matière d'acquisition des connaissances et du savoir et leur autonomie.

Les non-voyants ont déploré «la perte des acquis sociaux d'indemnisation» dont ils bénéficiaient «malgré les conditions financières difficiles qu'a connues le pays».

Il s'agit de la gratuité du transport, de la réduction des frais du loyer d'un logement social et des exemptions fiscales.



Les non-voyants revendiquent l'amélioration de leur situation sociale.

Revenant sur les conditions sociales difficiles que vit cette catégorie de la société y compris les diplômés universitaires, les non-voyants ont contesté le fait que l'aide sociale accordée aux non-voyants est inférieure à celle attribuée aux handicapés moteurs.

La lettre adressée au prési-

dent de la République intervient après non-aboutissement des revendications exprimées par le mouvement associatif.

La réhabilitation de la gratuité du transport, la revalorisation des aides sociales, l'institution d'une allocation indemnitaire pour les personnes présentant des handicaps lourds, ainsi que d'autres allocations,

figurent parmi les revendications des protestataires.

Ils ont, par ailleurs, appelé à «prendre les mesures nécessaires pour l'insertion professionnelle des non-voyants, la régularisation des travailleurs contractuels et accorder des facilités à cette catégorie pour bénéficier d'un logement social décent».

Photo : DR